

Discours du Secrétaire Général de l'UD FO 37 au Comité Général 2016
Jeudi 13 octobre 2016

Chers camarades,

Bienvenue à votre comité général 2016, qui accueille cette fois encore plus de 250 militants de tous les secteurs et de toutes nos sections ou de tous nos syndicats du public et du privé.

Alors oui, mes chers camarades bienvenue au comité général de votre union départementale ! Et permettez moi de vous apporter au nom de la commission administrative et du bureau de l'union départementale mon salut fraternel et toute mon amitié.

Permettez-moi aussi de vous apporter le même salut fraternel des camarades qui ne peuvent être présents ce jour avec nous - en particulier du SNUDI FO 37 et du SNFOLC 37 actuellement en congrès fédéral, comme nos camarades de la DGFIP 37 absents pour cause là encore de congrès national des finances -ainsi que nos camarades du SNICA FO 37 et de la préfecture de Tours retenus eux aussi par leurs instances nationales.

Pour être tout à fait complet, de nombreux camarades de l'action sociale participent eux aussi à leur congrès national à Angers, mais je sais qu'une délégation de ce syndicat et présente avec nous ; par ailleurs je vous donnerai lecture durant la discussion, des messages que le SNUDI d'une part et le SNFOLC d'autre part, m'ont adressés afin que cela alimente nos travaux.

Ceci étant dit, je tenais à remercier l'ensemble des camarades qui ont à nouveau répondu présent ce jour, pour assurer le succès d'affluence de ce comité général, donc merci à vous tous et à vous toutes pour votre participation active.

Je tenais aussi pour débiter nos travaux, à remercier l'ensemble des camarades qui ont préparé ce comité général, au premier rang desquels Caroline et ses équipes d'organisation pour les salles, Chantal Notre secrétaire pour tout le suivi administratif, mais aussi Guy, Yves, Gilles, Joseph et Gérard pour tout le suivi logistique depuis une semaine, ô combien important, avec celles et ceux qui ont prêté la main et qui ont consacré beaucoup de temps personnel pour que vous puissiez être accueillis dans les meilleurs dispositions.

J'y suis très sensible et je vous remercie à nouveau- c'est impeccable comme toujours!

Des remerciements à nos partenaires qui nous suivent d'année en année avec fidélité, constance et qui contribuent aussi à nos congrès.

Je voulais saluer la présence aujourd'hui :

- HARMONIE MUTUELLE avec Aurélia et Siham qui interviennent quelquefois dans nos stages
- LA MACIF représentée par notre camarade Yoann MAHOUDEAU, nouvellement désigné coordinateur FO MACIF

- SYNCEA : avec Christophe, Notre cabinet d'expertise comptable qui accompagne dans notre département de nombreux syndicats et comités d'entreprise, confrontés ou non à des difficultés économiques dans leurs sociétés
- HUMANIS : avec Olivier, avec lequel nous vous organisons une journée d'information syndicale sur l'épargne salariale le 4 novembre prochain dans nos locaux. Vous avez l'affiche dans votre dossier et merci de vous inscrire dès maintenant.
- MALAKOFF MEDERIC : avec Ludovic, avec qui début 2017 nous ferons une journée sur le thème de la retraite et les retraites complémentaires
- CHRISTOPHE DAMANGE : Christophe est un camarade Force ouvrière qui intervient dans les entreprises en proposant aux salariés des massages assis de courte durée. Il était intervenu lors de notre congrès confédéral et il fera une démonstration de son activité qui vise à lutter contre les TMS ; les volontaires pour une démonstration aujourd'hui en direct peuvent s'inscrire auprès de Christophe. Ceci peut intéresser vos comités d'entreprise ou vos directions comme à Auchan ou à EDF. Vous constaterez que votre union départementale pense au bien-être de ses militants...
- Enfin des remerciements à notre partenaire « historique » PATRICK FONTENEAU, qui cette année nous propose deux thèmes pour son exposition, à savoir le Front populaire et les lois de 1936 et EUGENE POTTIER né en 1816. On ne le présente plus mais je vous invite à le redécouvrir à travers les documents exposés dans les vitrines. Jetez un coup d'œil aux paroles de la chanson « LA CRISE », chanson qui plus d'un siècle après garde toute son actualité.

Je n'oublie pas de saluer la présence parmi nous, de nos camarades de l'UD 18 / l'UD 36 et l'UD 45 avec qui nous entretenons des relations très fraternelles et proches; Eric Gondy de l'UD 41 devrait être présent cet après-midi, Eric Jarry de l'UD 28 ne pouvait quant à lui se rendre disponible. Merci les amis pour votre participation et votre présence régulière à tous nos congrès.

Last but not least, comme on dit, je voulais aussi et surtout remercier Pascal PAVAGEAU, secrétaire confédéral, d'avoir accepté à nouveau de venir présider Notre comité général et ce malgré un agenda surchargé. Il nous fait l'amitié de revenir en Touraine et je suis certain que cela ne sera pas la dernière fois. En tout cas, Merci Pascal de nous faire profiter de ta présence et je pense que ton intervention sera très écoutée tout à l'heure.

À propos de notre ordre du jour, sitôt après mon intervention débiteront les prises de parole des délégués mandatés par leur syndicat ou leur section. Vous avez pour ce faire des petits bulletins à remplir et à retourner à la tribune pour vous inscrire. chers camarades, J'insiste sur le fait qu'aujourd'hui nous sommes entre nous et j'encourage tous nos délégués syndicaux à venir prendre la parole pour exposer leurs revendications et leur analyse de ce que vous vivez dans vos entreprises ou vos administrations.

mes camarades avant d'en venir au coeur de mon propos, je souhaiterais que le comité rende hommage à trois camarades dont nous avons appris la disparition depuis notre dernier congrès.

Gabriel DUMAINE ex fonderie de Bléré FO Métaux
Chantal FONTENEAU Déléguée syndicale FO de la FGTA
Et Chantal ROUX, Secrétaire du syndicat du CHRU et qui s'occupait aussi de la CNRACL

Pascal, si tu veux bien faire respecter une minute de silence.

Merci mes chers camarades,

La crise du système capitaliste mondialisé n'en finit pas de produire des conséquences désastreuses pour l'ensemble de la classe ouvrière, sous différentes formes et sous différents aspects suivant les pays, les continents... Le système capitaliste internationalisé des banques et des institutions financières, des trusts est confronté à une inexorable quête de croissance, qu'il ne peut atteindre, si bien que pour garder ses marges intactes, pour garder le rendement de ses placements, de ses dividendes, il est contraint de détruire ses propres forces productives, ses propres capacités de production, ce qui de facto entraîne chômage et destruction des droits sociaux. Sans levier de croissance, c'est par la baisse de ses « charges » (masse salariale, pression sur les prix..) qu'il maintient ses marges. C'est aujourd'hui encore ce qui est à l'oeuvre à l'échelle mondiale, et comme je l'ai précisé cette crise prend différentes formes et conduit à la réaction des salariés qu'ils soient au Brésil, en Inde, en Afrique du Sud, partout à travers le monde, c'est en somme une guerre mondialisée qui se joue et comme le précisait Warren Buffet, le milliardaire américain : « la lutte des classes existe et c'est notre classe qui est entrain de la gagner ».

En Europe, au sein même de la zone euro, cela se traduit dans l'application des politiques d'austérité imposées depuis plusieurs années par la BCE, L'UE et le FMI, et relayées par les différents gouvernements, qui à des degrés divers, appliquent la même politique économique.

Depuis de nombreuses années, avec l'avènement de la concurrence libre et non faussée puis plus récemment avec l'adoption du dernier traité européen dit T.S.C.G en 2012, le cadre est tout tracé, Un cadre dogmatique et néolibéral qui chez nous en France vient percuter de plein fouet les valeurs de notre république sociale, à laquelle Force Ouvrière est très attachée.

À dire vrai, Cette crise ressentie par la plus grande masse et que nous subissons, n'en est pas une, pour ceux qui les plus riches, se trouvent du bon côté du manche. Malgré une faible croissance, la France n'a jamais été aussi riche et jamais il n'y a eu autant de pauvreté et de précarité. Le CAC 40, les entreprises qui le composent, versent des milliards d'euros à leurs actionnaires, ce qui place notre pays à la première place des pays européens. plus de 50 % du capital de ces entreprises est détenu par des fonds étrangers. Conséquence inévitable : cette richesse ne profite pas à nos compatriotes, au premier rang desquels les salariés, qui eux voient le nombre de chômeurs explosé avec près de 7 millions de salariés concernés. Rien qu'en Indre et Loire 55 000 inscrits à Pôle Emploi et

une augmentation des 6000 demandeurs dans la catégorie A depuis 2012, la barre des 30 000 demandeurs d'emploi étant franchie.

Des salariés, qui depuis 2012 ont subi contre-réforme sur contre réforme, avec la loi de sécurisation de l'emploi, Les retraites, le pacte de responsabilité, le CICE, la loi Rebsamen, la loi Macron pour le secteur privé et si on ajoute à cela la M.A.P qui continue la RGPP, la Réate, la loi NOTRe, les GHT avec la loi Touraine, le PPCR, le RIFSEP pour le secteur public, avec les différentes réformes dans l'éducation nationale, on peut dire que le gouvernement Hollande a un bilan remarquable en la matière ; d'ailleurs il a continué toutes les réformes engagées sous la présidence Sarkozy. Autant de lois et de réformes qui s'inscrivent dans un cadre budgétaire contraint et une orthodoxie libérale assumée, viennent percuter les trois piliers de notre république sociale que sont les services publics, la sécurité sociale, les conventions et les statuts collectifs. Je pense que Pascal y reviendra dans son discours....

Chers camarades, un saut qualitatif a été franchi dans la destruction des droits collectifs par l'adoption de la loi travail. Si l'on regarde bien les choses de près et c'est important de souligner, le gouvernement Hollande/Valls, avec cette loi travail, cherche à imposer un nouveau système social qui tournerait le dos à tout ce que la classe ouvrière a pu arracher entre 1936 et 1950, revenant ainsi sur toute la construction de cet ordre social avec autant de droits qui assuraient donc un minimum d'égalité entre salariés voire entre citoyens eux-mêmes.

Ce nouveau système social que veut imposer ce gouvernement aux ordres du Medef, avec ses fidèles servants que sont la CFDT, l'UNSA et consœurs, ce n'est ni plus ni moins que le corporatisme et la subsidiarité qui furent toujours combattus par le mouvement ouvrier et qui opposent les tenants de la Charte d'Amiens aux tenants de la doctrine sociale de l'église.

Tout comme les états sont devenus les subsidiaires de l'Union Européenne, les syndicats demain, devraient devenir subsidiaires des patrons. C'est cela, vers quoi ils veulent nous entraîner, pour faire taire le syndicalisme de revendications au profit du syndicalisme d'accommodement et d'accompagnement.

C'est pourquoi, le rôle des confédérations (CGT-Force Ouvrière et la CGT), le rôle des confédérations ouvrières a été déterminant dans la construction de ce que d'aucuns appellent l'axe de la résistance. Oui, durant ces six derniers mois, cela a été vraiment déterminant.

Chers camarades, et je peux le dire sans crainte puisque nous sommes entre nous, pour faire barrage à cette politique mortifère pour les salariés, la classe ouvrière, ne peut compter que sur ses propres organisations : les confédérations ouvrières. Il ne nous reste plus que cet outil précieux et ce n'est pas la future élection présidentielle qui changera les choses.

Pour revenir sur le conflit lié à la loi travail, il faut noter le rôle déterminant joué par notre confédération parce que nous sommes restés nous mêmes, une organisation libre et indépendante, en particulier le 23 février 2016, date à laquelle le bureau confédéral refusa de signer le communiqué intersyndical écrit par la CFDT et signé par toutes les autres organisations.

En tenant notre position, en appelant pour le retrait de ce projet de loi, Nous avons permis de peser sur la confédération CGT et les organisations Solidaires/FSU. Par ailleurs, c'est derrière cette revendication que s'est construite l'action commune sur un mot d'ordre clair, celui du retrait puis de l'abrogation.

Dans le département, notre Union Départementale a pris toute sa place dans ce combat, nous avons eu plus de 25 manifestations, diffusions communes, mobilisations sur ces six derniers mois, y compris cet été, mais aussi des conférences bien souvent à notre initiative.

Chers camarades, cet axe de la résistance a permis d'enfoncer un coin sérieux dans le syndicalisme rassemblé, Il a contraint le gouvernement a utilisé par trois fois l'article 49 ter de la constitution ; c'est d'ailleurs grâce à cet artifice antidémocratique et alors que son projet était multi-minoritaire, que le gouvernement Valls a pu l'imposer.

Dans le département, comme partout en France, nous avons participé à toutes les intersyndicales, nous avons proposé les textes d'appel à la mobilisation mais malheureusement nous n'avons pas pu lever tous les obstacles pour faire reculer le gouvernement, même si aujourd'hui ce gouvernement est en crise lui aussi.

Pour gagner, il eut fallu pouvoir réunir les conditions d'une grève interprofessionnelle massive et franche seule à même de faire reculer le patronat et le gouvernement sur ce projet.

Je le dis avec tranquillité, mais en toute sincérité, Nous n'avons pas pu généraliser cette grève indispensable à la réussite de notre action ; dans les entreprises du secteur privé, il y a eu trop peu d'assemblées générales du personnel qui votent la grève, quasiment aucun appel commun avec la CGT dans ces entreprises et nous n'avons pas réussi à convaincre nos camarades du secteur public de s'emparer massivement de cette question et cela même, alors que plus de 70 % de la population soutenait notre revendication et notre action.

La généralisation de la grève interprofessionnelle ne pouvant intervenir que si les salariés, à la base avec leurs syndicats dans les entreprises, s'emparent et se saisissent de cette idée et qu'elle devienne une force pour l'action. Nos délégués syndicaux ont fait ce constat dans tous les secteurs d'activité.

Pour autant, nous avons, lors de ces derniers six mois, mobilisé dans l'action tout notre cercle de militants qui a répondu présent lors des manifestations avec un cortège FO toujours revendicatif. Ce même cercle militant n'est pas résigné aujourd'hui et nous l'avons déclaré ensemble, nous n'accepterons jamais la remise en cause de nos droits.

Oui, nous avons rencontré des obstacles je le disais précédemment, liés aussi à la situation du salariat en France. Nous ne sommes plus en 1995, les 7 millions de chômeurs pèsent dans la situation comme le développement de la précarité, tout comme le fait que des grandes entreprises para-publiques ont été divisées, éclatées avec des transformations profondes comme à la poste (PTT) , à la SNCF, à l'EDF-GDF, la part du secteur industriel n'a cessé de décroître, les gouvernements successifs et le patronat n'ont eu de cesse de casser les entreprises dans lesquelles se situaient l'histoire et le cœur du mouvement ouvrier.

Oui, des obstacles il y en a eu, comme à la SNCF, où la fédération CGT a pesé de tout son poids contre le mouvement et la bagarre liée au statut des cheminots. Nos camarades FO cheminots à Tours-SPDC ont mené un combat exemplaire pour arracher la grève dans les AG cheminots. C'est d'ailleurs lorsque la grève a commencé à gagner quelques secteurs que le gouvernement a commencé sa répression, qu'il a tout tenté pour diviser le front syndical, aidés par d'autres qui ont voulu faire monter la mayonnaise avec Nuit Debout qui depuis s'est vite dégonflée.

Localement sur Tours, toutes nos manifestations ont été sans heurt car préparées et encadrées. Avec l'UD CGT nous étions d'accord pour que nos actions ne soient pas des actions minoritaires, symboliques et isolées car déconnectées de la masse, elles exposent les camarades et se révèlent contre-productives ; c'est avec les salariés de Radiall que nous avons bloqué l'accès de l'usine de Gattaz, avec leur soutien et participation.

À la manifestation nationale du 14 juin, là encore les camarades ont répondu présent nous étions plus de 250 à monter en cars et en train de Tours. Le gouvernement a cherché à faire passer les manifestants pour des casseurs, n'hésitant pas à utiliser la répression syndicale à de nombreuses reprises, dans de nombreux départements des camarades ont été inquiétés et nous avons vu les exemples récents à Air France, avec les dockers du Havre...

Pour la première fois une manifestation syndicale a été interdite à Paris puis autorisée, le gouvernement laissant agir les bandes de casseurs exposant ainsi manifestants et policiers à des violences que nous n'avons eu cesse de condamner.

Jamais ce gouvernement comme les précédents, ne s'indigne contre la violence qui est faite aux salariés, quand ils sont licenciés en masse par des entreprises, qui comme Michelin à Joué, veulent augmenter leurs profits, quand les usines ferment et se délocalisent dans les pays à bas coûts, quand cette même violence plonge plus de 10 millions de français en dessous du seuil de pauvreté...

À Tours, très récemment le président de l'Université a interdit les assemblées générales à la faculté suite à l'adoption de la loi travail, un camarade cheminot est convoqué devant la justice ainsi qu'un jeune dont le seul tort est d'avoir conduit un camion sur les rails du tramway.

Dans ce cadre, mes chers camarades Force Ouvrière a appelé à manifester le 15 septembre dernier avec raison - Plus de 1500 manifestants à Tours reprenant ensemble l'abrogation du texte comme seule revendication ; puis le 27 septembre, nous avons tenu un nouveau rassemblement pour le respect des libertés syndicales et contre la répression des militants syndicaux.

Demain nous n'abandonnons pas notre revendication « ABROGATION » et nous devons aussi combattre pied à pied l'application de cette loi dans les entreprises.

Le 19 octobre, nous appelons à un nouveau rassemblement devant le palais de justice à tours à 17H30 en soutien aux salariés de Good Year qui repassent en cour d'appel et pour les autres camarades convoqués devant les tribunaux correctionnels.

Camarades, l'inversion de la hiérarchie des normes pour ce qui retourne de la durée et de l'organisation du temps de travail avec la primauté de l'accord d'entreprise, ouvre une porte susceptible de faire voler en éclats nos conventions collectives dans les années à venir. C'est le même risque qui pèse dorénavant sur les statuts de la fonction publique.

Pendant ces six mois de mobilisation, le gouvernement a dû différer un certain nombre de rapports, de projets, en particulier dans la fonction publique où les fonctionnaires eux commencent à découvrir les effets pervers du protocole PPCR et la mise en place du RIFSEP.

Ce gouvernement avance sur tous les fronts y compris dans le domaine de la santé avec la mise en place des GHT et la suppression de 22 000 postes. Je laisse les camarades de la santé développer sur ce point, les aspects locaux.

Le prochain combat à n'en pas douter localement, c'est l'évolution de l'agglomération vers une communauté urbaine puis vers une métropole. Déjà le conseil départemental a voté à l'unanimité pour le transfert de trois compétences vers cette future collectivité. Dans les prochains mois, les communes de l'agglomération transféreront d'autres compétences comme la voirie avec le stationnement et l'éclairage public, la gestion de l'eau, de l'urbanisme mise en oeuvre du PLUI, la gestion des aires de gens du voyage, la gestion et la prévention du risque inondation, la gestion et la construction d'équipements culturels sportifs et socio-éducatifs d'intérêt communautaire, la création, l'aménagement et l'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages, autant de compétences qui sont dorénavant exercées directement par l'agglomération avec pour corollaire le transfert des agents vers la même entité. Il y a là un grand danger pour les personnels et le service rendu

Chers camarades, vous l'aurez compris nous devons à nouveau nous préparer au choc y compris au niveau de la territoriale.

C'est ce que nos camarades de la mairie de Tours ont fait, en se positionnant pour le maintien en régie publique de la cuisine centrale avec maintien de tous les emplois. Cette position est importante et déterminante pour l'avenir, car la mise en place d'une délégation de service public au secteur privé pointe lorsque les budgets des collectivités sont contraints.

Se préparer au choc mes camarades, c'est une nécessité ! Le gouvernement parce que la mobilisation a été forte n' a pas pu aller au bout de ses réformes et de ses projets. Le projet est simple : c'est l'atomisation de la république avec tout ce que cela entraîne comme conséquence en particulier pour les salariés et les citoyens. Nous sommes intervenus avec l'action sociale FO auprès du conseil départemental sur la continuité des missions de service public, nous ne lâchons pas le dossier non plus des « villages d'enfants » à Amboise

Se préparer au choc, c'est renforcer obligatoirement notre Union Départementale et donc nos syndicats de base, mais c'est aussi la nécessité de créer des nouvelles implantations dans tous les secteurs d'activité. Renforcer nos positions est une nécessité car pour résister et reconquérir nos droits demain, la classe ouvrière doit nécessairement s'organiser.

Comme toujours, nous ne pouvons compter que sur notre nombre et sur le rapport de force pour faire aboutir nos revendications.

Oui mais chers camarades, rien ne nous a jamais été donné, nous avons toujours du arracher nos droits comme ce fut le cas en 1936 par exemple.

C'est pourquoi notre priorité et notre obsession commune ne peut passer que dans le développement de FORCE OUVRIERE, le syndicat libre et indépendant. Un syndicat pas un parti ! un syndicat qui reste lui-même et qui défend les intérêts particuliers des salariés.

C'est cette ambition de développement que nous portons depuis plusieurs années maintenant à l'UD FO 37. C'est pourquoi nous mettons toutes nos ressources et nos moyens pour aider au développement de nos syndicats, pour que dans chaque secteur nous puissions nous renforcer en termes d'adhésions et de construction du syndicat. C'est pourquoi nous mettons les moyens en stages de formation, c'est pourquoi nous avons installé un véritable service juridique, que nous nous appuyons sur des partenariats pour que l'ensemble des militants aient l'appui du réseau de ce que constitue votre Union Départementale.

Oui mes chers camarades, je suis persuadé que dans les années à venir le rôle des Unions départementales va devenir extrêmement important, d'autant plus si les conventions collectives ou les statuts (donc les fédérations) étaient remis en cause. C'est pourquoi nous avons besoin de militants qui s'investissent dans nos unions départementales, pour répondre à l'ensemble de l'activité quotidienne.

Par ailleurs, les droits syndicaux sont attaqués, dans les entreprises avec les différentes lois, ou dans les administrations où nous rencontrons de plus en plus de difficultés pour faire respecter le droit syndical comme au CHRU.

Récemment la Mairie d'Amboise nous supprime même notre union locale à cause de difficultés budgétaires. Jacky y reviendra sûrement.

Le développement se matérialise par un travail de terrain. L'UD FO 37 avec ses syndicats propose de faire de la semaine 44, du 2 au 4 novembre, un temps fort de distribution dans l'ensemble de la fonction publique (où nous sommes première organisation dans le 37) là où nous sommes implantés et là, où nous sommes moins présents, avec une campagne d'adhésion et de recrutement pour FO. Alain de la commission de propagande vous présentera le projet. J'indique juste que vous avez un bulletin dans votre dossier pour vous inscrire car nous avons besoin de camarades pour cette action.

Les échéances de cette fin d'année et je vais conclure là dessus, ce sont les élections dans les TPE à partir du 28 novembre.

Chers camarades, ces élections sont primordiales et déterminantes pour la représentativité de FO au niveau départemental comme national.

si nous avons déjà engagé beaucoup de moyens en terme de propagande sonore et visuelle pour inciter à faire voter pour FO, là encore nous devons faire appel à tout notre réseau d'adhérents pour aller au devant des salariés des TPE et pour faire voter FO. chacun de vous a dans sa sacoche du matériel de propagande, chacun de vous peut être un relais militant dans cette campagne en distribuant ces flyers dans les petits commerces quand vous allez faire vos courses par exemple. C'est simple et rapide.

L'enjeu est colossal d'autant que la participation à ces élections est très faible pour mémoire 12% en 2012 en région centre, l'un des meilleurs scores c'est dire.

Mais ces 10 à 12% de votants pèseront autant que l'ensemble du vote dans la fonction publique en 2014.

La CFDT l'a très bien compris et s'organise en conséquence pour ce vote sur le terrain.

Si chaque secteur va s'occuper de sa propagande, l'UD FO 37 a un rôle à jouer elle aussi. C'est pourquoi nous allons battre la campagne et coordonner les actions du 14 au 25 novembre prochain.

Là encore, nous cherchons à monter une équipe de 20 à 30 camarades au minimum pour aller au devant des salariés dans les TPE. C'est donc que nous comptons sur vous et à cette fin vous avez un bulletin à remplir pour vous inscrire dans cette future action.

Vous trouverez une urne à la tribune où vous pouvez laisser vos papiers remplis à la fois pour la campagne TPE et la campagne Service Public, je compte vraiment sur vous. Ensemble nous pouvons continuer notre développement, ensemble nous pouvons faire aboutir nos revendications

je vous souhaite un bon comité général et à vous la parole

vive la confédération générale du travail Force ouvrière et vive l'Union Départementale Force Ouvrière d'Indre et Loire

je vous remercie.

